ACCUSÉE DE SOUTENIR LE RÉGIME DE KADHAFI

L'Algérie dans le guêpier libyen

Accusée par les insurgés libyens d'aider Kadhafi, l'Algérie a certes démenti, mais pas avec suffisamment de fermeté, disons avec une certaine mollesse. Vraies ou fausses, les accusations pleuvent.

Au tout début du conflit libyen, des officiers pilotes opposés à Kadhafi ont affirmé devant les caméras de nombreux médias arabes et anglo-saxons avoir vu des avions algériens livrant des armes au régime de Khadafi. L'Algérie encaisse et ne dément pas. Ensuite, ce sont des chefs de l'opposition armée qui, à leur tour, ont réitéré ces accusations, affirmant que l'Algérie a aidé à transporter des «mercenaires» africains en Libye. D'autres se sont fait plus précis, assurant avoir tué 15 Algériens à Ajdabiya et en avoir capturé trois ! Ni l'identité de ces «morts» n'a été révélée, ni des images montrant ces prisonniers n'ont été diffusées, alors que les insurgés libyens s'étaient fait un principe d'exhiber devant des caméras occidentales des «mercenaires africains». Seules images à l'appui de leurs accusations, cette vidéo diffusée par les insurgés sur la toile, reprise par Al Jazeera, montrant un jeune gravement blessé, soigné dans un hôpital de Benghazi, comme étant un «mercenaire» algérien !

La Libyan Human Rights Solidarity (LHRS), ONG basée à Genève en Suisse, va plus loin : citant une copie du mémorandum adressé par le CNT à la Ligue arabe, documents à l'appui, elle parle de 15 vols effectués par l'Algérie ! Curieux que l'Otan, qui surveille de jour comme de nuit le ciel libyen décrété «zone d'exclusion aérienne», ne les ait pas interceptés ou abattus !

En bref, de jour en jour, la liste des accusations s'allonge, avec chaque jour de nouvelles charges contre l'Algérie, seul pays accusé publiquement par le président du CNT, Mustapha Abdeljalil, le 11 avril dernier, de soutenir Kadhafi. Et que dire de cet entretien téléphonique révélé par le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, au cours duquel Mourad Medelci lui a assuré que l'Algérie n'a pas aidé le régime de Kadhafi contre le CNT !

De fait, l'Algérie s'est retrouvée dans une position d'accusée et contrainte de démentir, voire de se justifier. Sans convaincre. Au point où le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, s'est vu obligé de monter au créneau pour opposer publiquement «un démenti catégorique à ces allégations infondées», qualifiant d'acharnement irresponsable «la campagne visant à impliquer l'Algérie dans un prétendu parrainage d'activités de mercenariat en Libye». A l'évidence, avant que la polémique n'enfle à propos de la Libye, la diplomatie algérienne, pour ne pas dire le pouvoir politique, au nom de la «non-ingérence dans les affaires internes» des pays tiers, dissimulait difficilement son embarras sur ces révolutions arabes qui ont emporté Ben Ali et Moubarak et menacent Bachar Al-Assad et Abdellah Ali Saleh. Les Tunisiens, par exemple, ne comprennent pas le peu d'empressement du pouvoir algérien à admettre que la Tunisie de Ben Ali, «c'est fini» ! S'agissant de la Libye de Kadhafi, qui n'a pourtant pas cessé de créer des problèmes à l'Algérie quand en avril 2006, le guide libyen avait lancé à partir de Tombouctou au Mali un appel aux populations du Sahara pour fonder un grand ensemble sahélo-saharien englobant le Sud algérien, le pouvoir algérien a choisi de regarder ailleurs ! Pire, des journalistes d'*Echourouk* qui avaient évoqué cette affaire ont été condamnés par la justice algérienne sur plainte de Kadhafi !Au lieu de prendre la mesure des évolutions du monde arabe, voire d'anticiper les évènements, en Tunisie d'abord, puis à l'égard de la Libye, l'Algérie de Bouteflika s'est entêtée à ne pas comprendre qu'une lame de fond populaire est en train de secouer les pays arabes et maghrébins. Elle ne semble pas du tout avoir réalisé que la donne a changé, que la configuration géopolitique arabe n'est déjà plus et ne sera plus la même dans les mois à venir, que le temps des autocrates, celui de ces sommets arabes, ridicules du point de vue du fond et de la forme, appartient d'ores et déjà au passé ! De ce fait, aux yeux de nombreux libyens et de démocrates arabes, les inquiétudes algériennes concernant l'Aqmi s'approvisionnant en armes en Libye, n'ont guère convaincu.

Photo : DR.

Mustapha Abdeldjalil.

Une chose est sûre, l'image de l'Algérie dans le monde arabe en sort écornée. A terme, c'est le crédit hérité de notre guerre de libération nationale qui risque à jamais d'être compromis. Car, désormais, ce sera la révolution tunisienne qui servira de référent aux peuples arabes et non le million de martyrs algériens de la guerre de libération nationale. Ce temps-là est fini.

Hassane Zerrouky

MOURAD MEDELCI À PROPOS DES ACCUSATIONS DU CNT LIBYEN :

«Des manœuvres dilatoires»

Face à l'insistance du Conseil national de transition (CNT) libyen à accuser l'Etat algérien d'appuyer Mouammar El Kadhafi à travers l'envoi de mercenaires, la diplomatie algérienne s'oblige à des démentis répétitifs. Le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, s'est offert hier une tranche horaire à la Chaîne III, qui y concocta une émission spéciale, pour composter de nouveau un démenti et affirmer que les accusations sont «des manœuvres dilatoires».

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - Le ministre des Affaires étrangères ne s'est cependant pas limité, cette fois-ci, à en opposer un démenti. Plus disert qu'auparavant sur la question, Mourad Medelci a indiqué que «les manœuvres dilatoires» sont antérieures à la situation présente en Libye. «Nous avons, au niveau du ministère des Affaires étrangères, apporté les démentis les plus clairs à ces accusations», a déclaré M. Medelci sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale.

«Nous avons eu à exprimer notre conviction au sujet de ces accusations que nous considérons dilatoires, basées sur des agendas qui n'ont rien à voir avec l'affaire libyenne. Elles sont beaucoup plus anciennes que la crise en Libye, cela est très clair», a-t-il souligné sans aller toutefois jusqu'à dire précisément qui en serait le maître d'œuvre. Dans le sillage de ce démenti supplémentaire aux accusations du CNT libyen, le ministre des Affaires étrangères a infirmé que son homologue français, Alain Juppé, ait sollicité des explications sur la question. «Le ministre Juppé trouve ces accusations peu crédibles, farfelues. Il les a d'ailleurs qualifiées de rumeurs», a indiqué Medelci. A en croire Medelci, la question aurait, au demeurant, été abordée de manière incidente. Ces mises au point apportées, le ministre des Affaires étrangères a enchaîné sur les incidences de la circulation des armes des suites du conflit armés qui mine la Libye voisine. Pour Mourad Medelci, «la déliquescence observée dans ce pays et la situation de division étaient évidentes dès le départ et le risque sécuritaire est apparu réel. Le risque n'a pas été exagéré par notre pays». Mais qu'en est-il du lien que le secrétaire général du FLN Abdelaziz Belkhadem a considéré «certain» entre la recrudescence des attentats terroristes en Algérie et la circulation des armes en Libye ? Le ministre des Affaires étrangères s'est gardé de toute affirmation : «Je ne l'exclus pas mais je ne peux l'affirmer. Mais la circulation des armes peut constituer un encouragement au terrorisme, cependant je ne peux pas dire mécaniquement qu'il y a un lien.» Mourad Medelci a, par ailleurs, soutenu que les pays du Sahel se sont organisés pour faire face à la menace terroriste, précisant qu'il s'agit d'une «organisation réelle» et d'une «coordination permanente». Cela étant, l'Algérie poursuit de plaider pour une solution politique en Libye, ceci même si les coalisés de l'OTAN ont franchi un pas de plus dans leur aide militaire aux insurgés. «La solution politique, c'est celle qui est portée par l'Union africaine et c'est celle-là que l'Algérie est en train de défendre», a rappelé Medelci, ajoutant : «Aujourd'hui, nous sommes dans une situation qui est extrêmement compliquée où les Libyens se battent entre eux et d'autres parties sont en train d'aider à ce que la guerre s'intensifie.»

Mourad Medelci a dit croire qu'il reste des chances à une solution politique même si la mission du panel de l'Union africaine a raté de recueillir l'assentiment de Benghazi.

S. A. I.

Photo : Samir Sid.

RÉOUVERTURE DES FRONTIÈRES AVEC LE MAROC

«Ce n'est pas exclu»

La réouverture des frontières terrestres avec le Maroc, fermées depuis 1994, reste du domaine des perspectives possibles. Seulement, outre les préalables qu'il faille à cela, aucune date ni aucun calendrier n'y sont arrêtés. «Nous ne l'avons jamais exclu, c'est même dans la nature des choses. Mais il faudra d'abord renforcer la coopération sectorielle bilatérale, notamment dans le domaine de l'agriculture», a affirmé Medelci, notant toutefois qu'il «serait malhonnête de situer la date sur un calendrier». Le ministre des Affaires étrangères a, par ailleurs, souligné que «l'UMA n'avance pas comme nous le souhaitons mais elle n'est pas bloquée». Mourad Medelci lie ce qu'on pourrait qualifier de lenteur à construire l'UMA et la hisser en pôle régional de poids à la question du Sahara occidental : «L'UMA pourrait avancer mieux si nous avions la même vision sur le Sahara occidental.»

S. A. I.

RAPPORT DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN

«Moins critique que le précédent»

Mourad Medelci a estimé que le rapport d'Etat Américain sur la situation en Algérie n'est pas plus critique que les rapports précédents. «Je ne crois pas qu'il soit plus critique que celui précédent.» Medelci a considéré que le rapporteur onusien Frank La Rue est parti avec l'idée que l'Algérie est un pays ouvert et que ses recommandations sont à lire comme un appui amical aux efforts de l'Algérie.

S. A. I.

SOMMET DE LA LIGUE ARABE

«Consensus pour le décaler»

Le ministre des Affaires étrangères a indiqué qu'il y a un consensus pour déclarer le sommet de la Ligue arabe. La réunion des ministres des Affaires étrangères au Caire le 15 mai prochain devait entériner l'option de report, comme elle doit dégager le consensus sur le successeur de Amr Moussa au secrétariat général de la ligue. «L'Algérie n'a pas de candidat, ne soutient aucun candidat. Elle appelle à un candidat de consensus», a indiqué Medelci. Le ministre des Affaires étrangères a fait cas aussi d'une demande de différer le sommet des 5+5 prévu en juin prochain à Malte, et ce, pour préserver le cadre.

S. A. I.